

Réunion du groupe-pays Burkina Faso

Le vendredi 06 décembre 2013, de 10h00 à 16h30
A Cités Unies France, 9 rue Christiani, 75018 Paris

Compte-rendu

La réunion était présidée par Jean-Bernard Damiens, président du groupe-pays Burkina Faso, vice-président du Conseil régional du Limousin en présence de :

Intervenants :

- Abdouramane R. Ouedraogo, conseiller économique à l'Ambassade du Burkina Faso en France, représentant SEM. l'Ambassadeur du Burkina Faso en France
- Nicolas Wit, directeur général Adjoint de Cités Unies France
- Andrée Pasternak, DAECT, représentante du Ministère des Affaires étrangères
- Michel Roux, ancien président du groupe-pays Burkina-Faso, délégué de la Ville de Chambéry
- Sophie Charpentier, programme Solidarité eau
- Jacques Raynaud, Châtelleraut, pour les collectivités engagées dans le programme tripartite « Burkina Faso – Allemagne - France »
- Jean-Christophe Ki, ANTEA Burkina
- Bertrand Sajaloli, administrateur de Centraider, enseignant-chercheur à l'Université d'Orléans
- Elodie Baritoux, chargée de mission Centraider
- Valéria Marcolin, administratrice, association Culture et développement (Grenoble)
- Sarah de Rekeneire, Astrid Frey et Constance Koukoui, pôle Afrique, Cités Unies France

Introduction

Jean-Bernard Damiens salue l'assemblée et remercie les invités ainsi que les intervenants.

Nicolas Wit salue l'action du groupe-pays Burkina Faso. Il informe l'assistance de la prochaine visite du ministre Burkinabè de la décentralisation en France.

Il précise que les assises marquent un temps fort dans la coopération décentralisée en insistant sur l'importance d'une articulation permanente entre les deux Etats ainsi que les collectivités françaises et burkinabè.

I. Actualités du Burkina-Faso et de la sous-région

Abdouramane Ouedraogo, conseiller économique à l'Ambassade du Burkina-Faso en France excuse SEM Yemdaogo Eric Tiaré Ambassadeur du Burkina Faso en France retenu par le sommet de l'Elysée, et salue l'assistance.

1.1 Actualités politiques

Les conseils municipaux élus et installés à l'issue des élections du 2 décembre 2012 ont procédé à l'élection de leurs maires.

Lors du conseil des ministres du 27 novembre 2013, plusieurs conseils municipaux ont été dissous à savoir celui de Yambé, Soubakaniédougou (mettant ainsi la commune dans une paralysie), Bagré, Pensa (quorum non atteint pour la tenue du conseil municipal). De nouvelles élections devront se tenir dans un délai de 90 jours à compter de la date de ces dissolutions. Avant cette série de dissolutions, le conseil municipal de Kangala avait demandé la démission de son maire. La décision a été prise en conseil des ministres du 13 novembre 2013.

Au niveau central, l'Assemblée nationale a été installée avec Monsieur Soungalo. A. Ouattara comme président. Après la consécration du *bicaméralisme* en juin 2012, la loi de mai 2013 a procédé à celle du Sénat. Toutefois, il faut noter que la mise en place de cette institution donne lieu à des réticences notamment de la part de l'opposition qui a d'ailleurs remis au Président de la République un mémorandum en ce sens, le 14 novembre 2013. Trois mois auparavant, le comité de réflexion sur le Sénat avait aussi remis son rapport au Président, avec comme propositions la réduction du nombre de sénateurs (de 89 à 71), la baisse de l'âge d'éligibilité à 35 ans pour permettre aux jeunes d'y siéger. Le Président de la République a demandé la poursuite des négociations et a rencontré les autorités politiques, religieuses et l'opposition en ce sens.

A la fin du mois d'octobre s'est tenue la 3^è conférence des consuls honoraires du Burkina sur leur rôle dans la promotion des investissements du pays.

Concernant la politique extérieure, le Président a poursuivi sa mission de médiateur de la crise malienne.

1.2 Actualités économiques

Le 19 septembre 2013 s'est tenue à Ouagadougou une séance d'information et d'échange sur le pôle de croissance de Bagré, entre la société de développement intégré et 700 investisseurs candidats à l'allocation des terres aménagées. Pour la promotion de l'économie du pays, un forum sur le secteur minier ainsi que la construction d'une usine de production de ciment sont prévus. Pour la filière coton, une convention de financement a été signée. En 2012, les investissements se sont élevés à 55 milliards et cette année, les acteurs espèrent compter sur un montant équivalent.

Les 7 et 8 novembre 2013 a eu lieu la 4^{ème} session du comité présidentiel pour l'investissement à Ouagadougou avec comme thèmes :

- la création et la promotion des sociétés d'investissements pour le financement des PME/PMI au Burkina-Faso ;
- le développement des zones et sites d'accueil d'investissements industriels, agricoles et divers.

Du 7 au 8 octobre 2013 s'était également tenue la 13^{ème} rencontre annuelle gouvernement/secteur privé sur la question suivante : comment remédier au secteur informel pour en faire le moteur de la croissance du pays?

1.3 Actualités culturelles

- 23^{ème} édition du Festival panafricain du cinéma et de télévision de Ouagadougou (FESPACO) du 23 février au 2 mars sur le thème : cinéma et politiques publiques en Afrique ;
- la participation des Etalons du Burkina à la Coupe d'Afrique des Nations ;
- le maillot jaune de Nikiéma au Tour cycliste de la CEDEAO.

Après ce tour d'horizons de l'actualité burkinabè, M. Ouedraogo a encore remercié les participants et renouveler l'engagement du Burkina Faso auprès de ses partenaires.

1.4 Échange avec la salle

La question des avantages fiscaux sur les produits miniers a été évoquée (détaxe sur les équipements et exonération fiscale pendant l'exploitation) mais il faut noter que l'exploitation n'a pas encore commencée dans la zone. Concernant l'exploitation minière familiale, l'Etat apporte son encadrement.

A Bagré, l'investissement dans tous les secteurs est soutenu afin de développer des unités industrielles de transformation.

II. Appui du ministère français des Affaires étrangères à la coopération décentralisée

2.1 La représentante du ministère des Affaires étrangères, Andrée Pasternak (DAECT), excuse sa collègue E. Sury (sous-direction géographique) avec qui elle devait venir.

A. Pasternak dresse un bilan des actions de coopération décentralisée, menées avec l'Afrique et le Burkina Faso en particulier. Pour la période 2013-2015, 102 projets ont été financés dont 74 pour l'Afrique subsaharienne et 16 pour le Burkina Faso. En terme de cofinancement, 10,5 millions d'euros ont été débloqués dont 2,4 millions pour le Burkina. Les domaines d'intervention sont :

- eau et assainissement
- développement durable, agriculture et sécurité alimentaire
- formation des élus et des personnels locaux.

L'aide publique au développement a aussi augmenté (4,8 millions d'euros en 2012 contre 3,3 en 2011).

2.2 Echange avec la salle et actualités des partenariats

4èmes rencontres eAtlas Francophonie Afrique de l'Ouest (e-Atlas FAO) à Ouagadougou du 25 au 27 novembre 2013 intitulées : « former les acteurs locaux des sociétés africaines de l'information ». Parmi les conclusions: la formation, l'observation, la mise en place d'une plate-forme d'information UEMOA sur les TIC.

De retour de ces rencontres, Jacques Raynaud (Châtelleraut) fournit des précisions sur la création conjointe de l'e-Atlas par des chercheurs français et africains. En matière de formation, le e-Atlas constitue un guide d'information pour les collectivités territoriales. En tant qu'observatoire, il s'agit d'un outil de partage d'information. Et comme plate-forme, il facilite l'accès à l'information. L'utilisation des applications téléphoniques pour informer les populations a été prise en compte.

J. Raynaud propose un rapprochement entre CUF et l'e-Atlas dans le cadre d'un forum de l'action extérieure des collectivités territoriales.

Ousmane Syll directeur du réseau régional CERCOOP Franche-Comté résume les activités récentes du réseau en matière de coopération décentralisée.

Mélanie Bugnon du conseil général du territoire de Belfort revient sur la célébration de leurs 30 ans de coopération.

Michel Roux insiste sur une meilleure organisation de l'information en matière de coopération décentralisée et cite « Tam tam info » de Chambéry comme exemple.

III. Projet d'assises nationales de la coopération décentralisée au Burkina Faso, automne 2014

3.1 Jean-Bernard Damiens revient sur la mission de Cités Unies France en juillet 2013 au Burkina Faso et annonce la période proposée pour les assises (automne 2014). rappelle les premières assises, organisées pour la première fois à Ouagadougou à l'initiative de CUF. Il suggère que ces assises soient élargies à la coopération décentralisée d'une manière générale, ce qui pourrait aboutir à une implication de l'Union européenne. Il annonce la venue du Ministre burkinabè de la Décentralisation ainsi que la réunion de travail prévue à cet effet le 13 décembre 2013.

3.2 Michel Roux, ancien président du groupe-pays, de par son expérience en matière d'organisation des assises, souligne que les collectivités territoriales doivent être plus impliquées et que les deux Etats (France et Burkina) les accompagneront, notamment en matière de financement. Une bonne organisation est plus que nécessaire car les assises constituent les temps forts de la coopération décentralisée franco-burkinabè. L'association des régions du Burkina Faso (ARBF) et celle des municipalités du Burkina Faso (AMBF) devront travailler ensemble pour piloter les assises avec CUF. Pour ce faire, elles pourront se référer aux évaluations des précédentes assises.

Compte tenu du fait que de nouvelles équipes seront en place à l'issue des élections municipales françaises de mars 2014, la réussite de ces assises doit être un pari pour les organisateurs, dans la mesure où elle pourrait influencer sur la politique de coopération décentralisée de ces nouveaux acteurs locaux. Pour ce faire et proposer des thématiques, une équipe de travail doit être mise en place dès à présent avec CUF pour la coordination. Pour une meilleure organisation, chaque structure devra présenter à l'échéance fixée ses propositions pour les assises.

L'organisation, l'accueil et la sécurité des participants étant importants, il convient d'anticiper du mieux possible. A noter que les dernières semaines sont les plus difficiles du fait d'intervenants de dernière minute aussi bien au niveau français que burkinabè. Pour gérer cette situation, il faudra savoir à qui permettre une prise de parole devant un public officiel. Pour finir, il a rappelé le rôle d'accompagnement et non de pilotage des deux Etats.

3.3 La représentante du MAEE prend la parole après l'intervention de M. Roux pour préciser la place de l'Etat dans ces assises. Elle précise que l'Etat n'a aucune intention de porter l'initiative de ces assises. Toutefois, elle estime qu'il serait dommage d'être limité à celui de bailleur.

3.4 Jean-Bernard Damiens souligne que chacun a son rôle à jouer (Etats et collectivités territoriales).

3.5 Echange sur les attentes et les propositions des participants pour les assises

Plusieurs questions ont été soulevées telles que :

- la place de la maison de la coopération décentralisée
- la période des assises pour permettre la mobilisation des élus
- en raison des sénatoriales de septembre 2014, quel calendrier est prévu au Burkina Faso ?

Des propositions de thèmes ont également été faites :

- l'utilisation des énergies renouvelables
- l'articulation entre les différents acteurs, les partenaires de coopération décentralisée, la SCADD (Stratégie de croissance accélérée et de développement durable)
- la pérennisation des services d'eau potable et d'assainissement dans le bassin arachidier.
- la facilitation de l'obtention des visas pour les déplacements dans le cadre de la coopération décentralisée
- la tenue des assises à Ouagadougou afin de permettre aux nouveaux élus français de se rendre sur le territoire
- l'organisation de journées de visite sur le terrain en fonction des zones géographiques de coopération
- l'articulation avec les compétences des régions du Burkina Faso
- la détermination d'un temps de travail par région burkinabè et avec les réseaux régionaux en France
- le renforcement de la coopération décentralisée volet Nord

Astrid Frey évoque les négociations climat à partir de 2015 et précise l'important travail en matière de développement durable au Burkina. A noter les contributions possibles du groupe thématique CUF sur l'éducation à la citoyenneté mondiale.

IV. Eau, assainissement et coopération décentralisée

Les discussions de l'après midi ont été ouvertes par le programme Solidarité Eau, représenté par Sophie Charpentier. PSEAU participera au forum mondial de l'eau qui se tiendra en Corée en 2015. En 2012, sa tenue à Marseille a été marquée par une forte participation du Burkina Faso. Après la réussite du symposium de l'eau organisé par l'IRC à Addis-Abeba en avril 2013, PSEAU compte organiser en partenariat avec lui le même forum pour un public francophone à Ouagadougou, du 9 au 11 avril 2014.

F3E a consigné le suivi et l'évaluation du secteur de l'eau dans des DVD destinés aux partenaires.

Concernant le programme d'approvisionnement en eau potable au profit de 9 communes du Burkina Faso, *Jacques Raynaud* évoque les différentes étapes de sa mise en place avec l'appui des services techniques municipaux de l'assainissement et de l'eau. Au niveau de la France, CUF, la maison de la coopération décentralisée et PSEAU devront travailler sur un projet des termes de référence. Des échanges suivront avec des témoignages sur les différentes expériences. Toutefois, un travail d'articulation avec les activités d'évaluation et de capitalisation de la maison de la coopération décentralisée s'impose et les dates devront être déterminées d'ici février 2014.

Jean-Christophe Ki présente ANTEA Burkina Faso (filiale d'ANTEA France). Il s'agit d'un bureau d'études. J.C.Ki propose pour les assises d'aborder la question de la taxe à payer au Burkina Faso, en ce sens qu'elle peut avoir une incidence sur les projets.

V. Structuration des réseaux en matière de souveraineté alimentaire et de développement durable : regards croisés région Centre – Burkina Faso

Ce point est présenté par *Bertrand Sajaloli*, administrateur de Centraider. Une centaine de projets a été réalisée dans le domaine agricole, dont 86 en Afrique, notamment au Mali, au Sénégal et au Burkina. 30% de ces projets portent sur l'agro-écologie et l'agroforesterie mais la moitié des projets semble peu intéresser les partenaires du Sud : beaucoup de ces projets sont délaissés quelques temps après le départ des partenaires du Nord. Toutefois, on note le souhait du retour de l'agriculture vivrière et le CNA Bio travaille en ce sens. Ce dernier est un réseau structuré de 45 acteurs du Nord et du Sud. Il prévoit la création d'un centre de ressources consultable en ligne. Il est en effet souhaitable de travailler en synergie, en raison du nombre important d'acteurs.

VI. L'enjeu de la culture pour le développement : des avancées au niveau international et le programme « Territoires associés »

Valéria Marcolin de l'association Culture et développement, revient d'une mission au Burkina Faso.

Le maire de Ouagadougou a comme projet de redynamiser les quartiers de la ville par la musique. Le Reemdoogo participe à cette initiative en appuyant les groupes musicaux et en assurant des missions de formation et de management. Quant au concept de « Territoires associés », il promeut le développement par la culture. En 2010, l'ONU a pris deux résolutions sur la culture et le développement afin de redynamiser le secteur et valoriser les produits artistiques au niveau des territoires. La construction de bibliothèques est envisagée en ce sens.

Afin d'éviter le déclin du secteur éditorial, Culture et développement a initié une vente groupée de livres au détriment du don de livres.

Mme Marcolin souligne que la culture impacte beaucoup sur les politiques de coopération. En guise d'illustration, elle a cité le cas d'un village au Sénégal où les femmes ont refusé d'aller accoucher à l'hôpital construit dans le cadre de la coopération, au motif que sa position vis-à-vis du soleil portait malheur. La culture doit être prise en compte dans les projets de coopération. Elle permet d'insérer des personnes en difficulté comme c'est le cas à Salvador de Bahia avec le projet d'insertion des enfants de la rue pour que ces derniers deviennent à leur tour des acteurs et des formateurs dans le domaine culturel.

Conclusion

L'essentiel des discussions a porté sur le projet des assises nationales prévues au Burkina Faso à l'automne 2014.

Le président du groupe-pays, J-B Damiens demande aux participants d'envoyer leurs propositions dès que possible. Il les remercie et leur souhaite un bon retour.

Compte-rendu établi par Cités Unies France

Documents disponibles :

Composition du gouvernement du Burkina Faso

Actualités du Burkina Faso

Compte-rendu de la précédente réunion du groupe-pays du 25 janvier 2013 :

Assises de la coopération décentralisée 2007 : synthèse, engagements, recommandations

Présentations des intervenants :

- MAE : conseil_aux_voyageurs.jpg
- Antea Burkina : eau et assainissement
- Centraider : agriculture, agroécologie, sécurité alimentaire
- Culture et développement : le centre culturel du Reemdoogo

Présentation de Cités Unies France : plaquette générale, groupe-pays, publications

LISTE DES PARTICIPANTS

(merci de nous signaler toute erreur ou omission)

N.	Organisme	Prénom	Nom	Fonction
1.	AMBASSADE DU BURKINA FASO EN FRANCE	Abdourama ne Ramsès	OUEDRAOGO	Conseiller économique
2.	ANTEA BURKINA FASO	Jean Christophe	KI	Directeur
3.	ASSOCIATION LA VOUTE NUBIENNE	Benoit	LAMBERT	Président
4.	ASSOCIATION ZINADO 2000	Jean-Michel	PERRIER	Président
5.	CAP COOPERATION	Magali	NOGUES	Chargée de mission
6.	CENTRAIDER	Elodie	BARITAUX	Chargée de mission
7.	CERCOOP FRANCHE COMTE	Ousmane	SYLL	Directeur
8.	CHALONS EN CHAMPAGNE	Alain	PARMENTIER	Président
9.	CHAMBERY	Pierre	BERANGER- FENOUILLET	Conseiller délégué aux relations internationales
10.	CHAMBERY	Michel	ROUX	Délégué
11.	CHATELLERAULT	Jean Claude	GAILLARD	Adjoint délégué aux relations internationales
12.	CHATELLERAULT	Patrick	LUCAS	Trésorier du Comité de jumelage
13.	CHATELLERAULT	Jacques	RAYNAUD	Responsable du pôle coopération décentralisée
14.	CITES UNIES FRANCE	Khady	CISSE	Stagiaire
15.	CITES UNIES FRANCE	Sarah	DE REKENEIRE	Chargée de mission
16.	CITES UNIES FRANCE	Astrid	FREY	Chargée de mission
17.	CITES UNIES FRANCE	Sarah	SCHONFELD	Chargée de mission
18.	CITES UNIES FRANCE	Nicolas	WIT	Directeur général adjoint
19.	COMITE DE JUMELAGE - COOPERATION DECENTRALISEE PAYS DE MORLAIX-REO	Marie- Armelle	BARBIER	Membre

N.	Organisme	Prénom	Nom	Fonction
20.	COMITE DE JUMELAGE - COOPERATION DECENTRALISEE PAYS DE MORLAIX-REO	Pierre	BARBIER	Président du Comité de jumelage
21.	COMITE DE JUMELAGE - COOPERATION DECENTRALISEE PAYS DE MORLAIX-REO	Monique	RIOU	
22.	COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS MONTBELIARD	Agnès	ROSSETTI	Chargée de mission
23.	COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS VOUGLAISIEN	Jacques	DESCHAMPS	Président
24.	COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS VOUGLAISIEN	Gervais	ROBIN	Présidente du Comité de jumelage
25.	COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS VOUGLAISIEN	Gérard	VIGIER	Vice-Président
26.	COMMUNAUTE URBAINE DE BREST	Marie-Laure	PLAIS	Chargée de Projet
27.	CONSEIL GENERAL DU TERRITOIRE DE BELFORT	Mélanie	BUGNON	Responsable de la coopération internationale
28.	CONSEIL REGIONAL DU LIMOUSIN	Jean-Bernard	DAMIENS	Vice-Président, délégué aux relations internationales, président du groupe-pays Burkina Faso
29.	CULTURE ET DEVELOPPEMENT	Valeria	MARCOLIN	Responsable de Développement
30.	DOUAI	Chantal	BRISABOIS	Adjointe au maire
31.	COMITE DE JUMELAGE DREUX KOUDOUGOU	Michel	BEAUR	Trésorier
32.	COMITE DE JUMELAGE DREUX KOUDOUGOU	Jean-Albert	DELACOURT	Président du Comité de jumelage
33.	COMITE DE JUMELAGE DREUX KOUDOUGOU	Christian	WEETS	Membre du bureau
34.	ECHANGES SAHEL - JUMELAGE ANNECY LE VIEUX /DORI	Pascale	ROUXEL	Présidente de l'association
35.	EPERNAY	Geneviève	LAMOTTE	Conseillère déléguée aux relations internationales
36.	EPERNAY	Elodie	ROUILLON	Référente Relations internationales
37.	FOSES	Philippe	DELBARD	Directeur de cabinet
38.	FOSES	Florence	LEBER	Adjointe aux relations internationales
39.	FOUGERES	Agnès	DENIS	Adjointe aux relations internationales
40.	LAVAL	Françoise	MARCHAND	Adjointe aux relations internationales, chargé du jumelage
41.	LAVAL	Jean-Michel	RUCHE	Président du Comité de jumelage

N.	Organisme	Prénom	Nom	Fonction
42.	LINSELLES	Hubert	COURTECUISSÉ	Membre du bureau
43.	LINSELLES	Philippe	LALLEMANT	Membre du Comité de jumelage
44.	MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE DE L'AGROALIMENTAIRE ET DE LA FORÊT	Danuta	RZEWUSKI	Animatrice
45.	MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES	Andrée	PASTERNAK	Chargée de mission (<i>ne sera plus en poste à compter du 15/02/2014</i>)
46.	MORNANT	René	CLERJON	Président de l'association
47.	PESSAC	Françoise	BOURDEAU	Conseillère Coopération décentralisée
48.	PS-EAU (PROGRAMME SOLIDARITÉ EAU)	Sophie	CHARPENTIER	Chargée de mission
49.	SAINT JEAN DE BRAYE	Claudine	CHARLES	Responsable de la commission
50.	SAINT LEONARD DE NOBLAT	Alexandre	MAZIN	Adjoint au maire
51.	SAS AUCI - AMÉNAGEMENT, URBANISME ET COOPÉRATION INTERNATIONALE	Cathy	SAVOUREY	
52.	TREMBLAY EN FRANCE	Prisca-Diane	NGNINTENG	Chef de Projet coopération internationale
53.	UNIVERSITÉ D'ORLÈANS	Bertrand	SAJALOLI	Enseignant-chercheur
54.	VERRIÈRES LE BUISSON	Marie Paul	OCTAU	Conseillère municipale

LISTE DES EXCUSÉS

(merci de nous signaler toute erreur ou omission)

N.	Organisme	Prénom	Nom	Fonction
1.	ASSOCIATION LA VOUTE NUBIENNE	Antoine	HORELLOU	Directeur général adjoint
2.	ASSOCIATION LA VOUTE NUBIENNE	Cécilia	RINAUDO	Collaboratrice
3.	BOUSBECQUE	Maïté	DRUELLE	Présidente du Comité de jumelage
4.	CHAMBERY	Davina	DERAIN	Coordinatrice
5.	CHELLES	Jean	LAMOTTE	Président du Comité de jumelage

N.	Organisme	Prénom	Nom	Fonction
6.	CITES UNIES FRANCE	Bertrand	GALLET	Directeur général
7.	CNFPT PARIS	Andreas	KORB	Responsable de la coopération internationale
8.	CONSEIL GENERAL DE LA GIRONDE	Philippe-Henri	LEDRU	Chef de service de coopération décentralisée
9.	LIMOGES	Florence	LAGIER	Chargée de mission aux relations internationales
10.	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	Eole	SURY	Chargée de mission
11.	UNION DES VILLES ET COMMUNES DE WALLONIE	Isabelle	COMPAGNIE	Responsable du service